

**Arabie saoudite - Réponse de Mme  
Nathalie Loiseau, ministre chargée  
des affaires européennes à une  
question d'actualité au  
gouvernement au Sénat**  
(Paris, 10 avril 2018)

(Question sur Raif Badawi)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

Raif Badawi, vous l'avez rappelé, a été accusé d'apostasie et d'insulte à l'islam. Il a été condamné en appel en 2014 à 1.000 coups de fouets et à 10 ans de prison. Il est détenu dans l'attente du réexamen de son dossier par la Cour suprême saoudienne. Son avocat a également été condamné à une lourde peine.

La situation de Raif Badawi a suscité une mobilisation internationale forte et légitime, animée en particulier par son épouse. Le parlement européen lui a décerné le Prix Sakharov 2015.

La France suit attentivement sa situation, nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès des autorités saoudiennes, y compris directement auprès du roi Salmane pour qu'il bénéficie de mesures de clémence.

Au-delà de son cas personnel, et vous l'avez indiqué aussi Madame la Sénatrice, sa situation est emblématique des obstacles que rencontrent au Moyen-Orient, et notamment en Arabie saoudite, les libertés d'expression, de conviction et de croyance. Nous parlons de libertés qui sont fondamentales, nous parlons de valeurs universelles. Ceci est d'autant plus nécessaire, au moment où l'Arabie saoudite est engagée, sous l'impulsion du prince Mohamed Ben Salmane, dans un ambitieux programme de réformes qui ne porte pas que sur l'économie, mais qui dit viser aussi à moderniser la société et à promouvoir un islam de tolérance et d'ouverture.

Ces questions et le cas de M. Raif Badawi sont des sujets que notre relation avec l'Arabie saoudite nous permet d'évoquer sans détour et c'est ce que nous faisons./.